

Print

La propagande américano-européenne au sujet du conflit en Ukraine

De [Michel Roche](#)

Global Research, juin 10, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-propagande-americano-europeenne-au-sujet-du-conflit-en-ukraine/5454838>

La première victime d'une guerre, disait l'ancien sénateur californien Hiram Johnson (1866-1945), est la vérité. On se rappelle de la manipulation de l'opinion publique en 1990, lorsque l'Irak de Saddam Hussein a envahi le Koweït et qu'une jeune femme appelée «l'infirmière Nayirah» a témoigné devant un comité du Congrès des États-Unis de ce qu'elle aurait vu :

« Monsieur le président, messieurs les membres de ce comité, je m'appelle Nayirah et je reviens du Koweït. Ma mère et moi étions au Koweït le 2 août pour passer de paisibles vacances. Ma sœur aînée avait accouché le 29 juillet et nous voulions passer quelque temps au Koweït auprès d'elle. [...]

Pendant que j'étais là, j'ai vu les soldats irakiens entrer dans l'hôpital avec leurs armes. Ils ont tiré sur les bébés des couveuses, ils ont pris les couveuses et ont laissé mourir les bébés sur le sol froid. J'étais horrifiée. Je ne pouvais rien faire et je pensais à mon neveu qui était né prématurément et aurait pu mourir ce jour-là lui aussi. [...] Les Irakiens ont tout détruit au Koweït. Ils ont vidé les supermarchés de nourriture, les pharmacies de médicaments, les usines de matériel médical, ils ont cambriolé les maisons et torturé des voisins et des amis. J'ai vu un de mes amis après qu'il a été torturé par les Irakiens. Il a 22 ans mais on aurait dit un vieillard. Les Irakiens lui avaient plongé la tête dans un bassin, jusqu'à ce qu'il soit presque noyé. Ils lui ont arraché les ongles. Ils lui ont fait subir des chocs électriques sur les parties sensibles de son corps. Il a beaucoup de chance d'avoir survécu.[1] »

Ce témoignage, diffusé dans le monde entier, a fortement contribué à faire accepter par l'opinion publique internationale l'intervention armée, connue sous le nom de «Guerre du Golfe», qui a fait plus de 100,000 morts, et bien davantage dans les années qui ont suivi. Mais ce témoignage s'est révélé totalement faux. L'infirmière en question était la fille de l'ambassadeur du Koweït à Washington et elle avait été embauchée par une compagnie qui aurait reçu 14 millions de dollars pour organiser la propagande destinée à faire accepter la guerre à la population[2].

Le dernier exemple connu, beaucoup plus frais dans les mémoires, concerne encore une fois l'Irak de Saddam Hussein. Cette seconde «Guerre du Golfe», ou «Opération liberté irakienne», déclenchée en 2003, constitue le premier exemple de «guerre préventive». On l'a justifiée, avec difficulté, par la présence supposée d'armes dites de «destruction massive». Diverses photos laissaient supposer que des armes de ce type étaient enfouies et qu'elles seraient éventuellement utilisées contre Israël et d'autres pays. Arrivés sur place, les soldats états-uniens n'ont absolument rien trouvé. Mais la propagande avait tout de même produit ses effets. Cette guerre et ses suites ont fait environ un million de morts à ce jour.

Ces faits sont aujourd'hui bien connus. Les médias en parlent librement et les cours de relations internationales en font état. Quiconque dispose d'un sens le moins critique a appris à se méfier des entreprises de propagande menées par les gouvernements, y compris les nôtres, dans des situations de conflit. Pourtant – et c'est là l'objet du présent article – un conflit important semble échapper à ce sens critique si facilement à l'œuvre lorsqu'il s'agit de la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient. Je fais évidemment référence à la guerre qui déchire l'Ukraine.

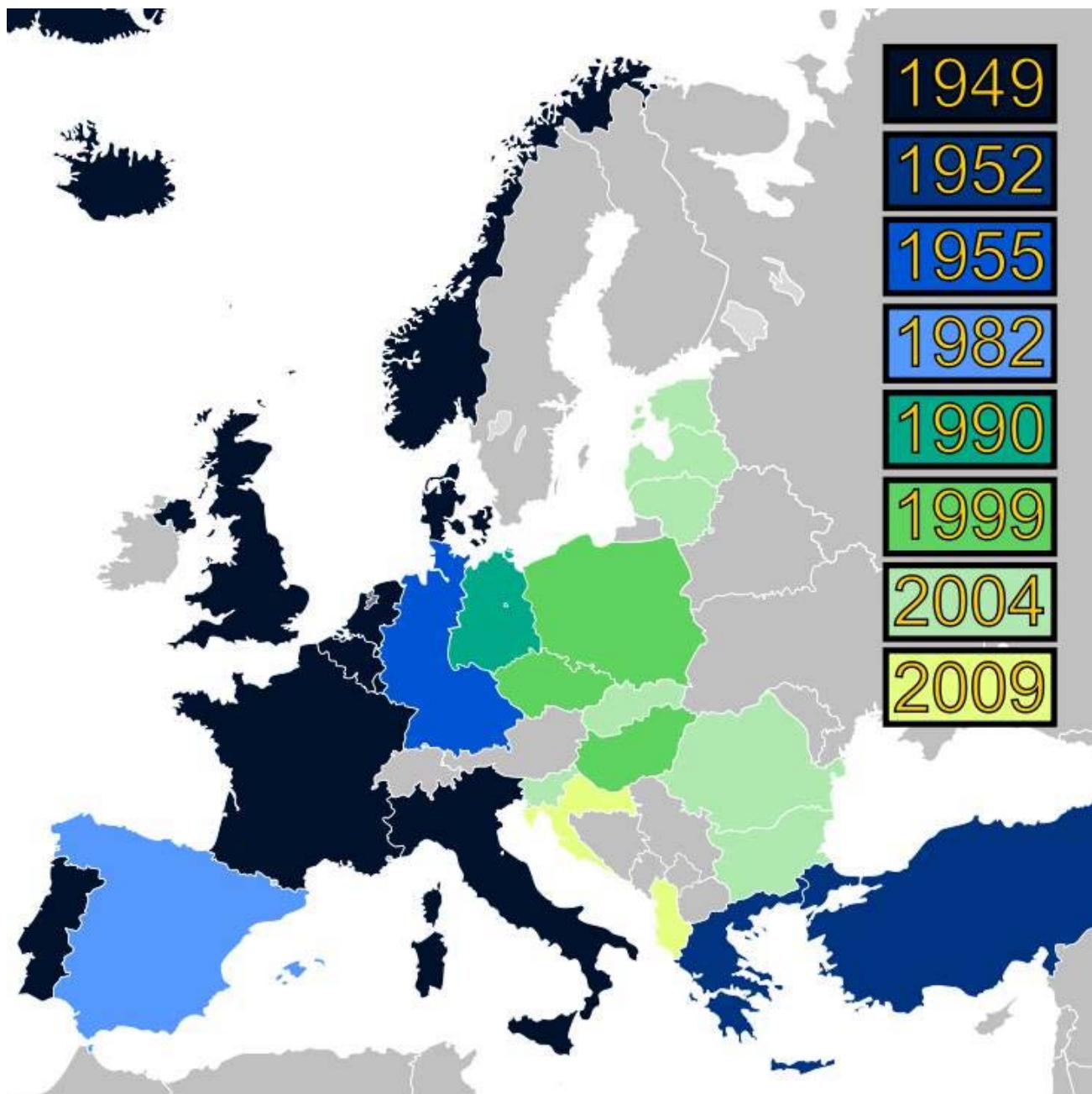
La propagande présente les choses à peu près de la manière suivante. La Russie, dit-on, est dirigée par une sorte de dictateur nostalgique de l'époque où l'URSS était une superpuissance. Ce président autoritaire, Vladimir Poutine, aurait complété avec son complice ukrainien, Viktor Ianoukovitch, pour empêcher la signature d'une entente avec l'Union européenne, afin de mieux tenir l'Ukraine sous le contrôle de la Russie. Cette situation a provoqué des manifestations chez les forces démocratiques pro-européennes pour aboutir au renversement de Ianoukovitch et à l'organisation d'élections présidentielles et législatives. Ces élections ont permis la prise du pouvoir par Petro Porochenko et une majorité de démocrates adhérant aux valeurs européennes de démocratie et de respect des droits de la personne. Mécontents, des individus provenant de la minorité russe d'Ukraine, appuyés secrètement par la Fédération de Russie, ont entrepris une lutte armée. La Russie profiterait ainsi de l'occasion de s'approprier de nouveaux territoires, en conformité avec les aspirations de son président. Pour preuve, elle a mis la main sur la Crimée, suite à un référendum illégitime. Bref, la Russie agirait comme une puissance impérialiste alors que ce cher «monde occidental» ne chercherait qu'à aider l'Ukraine sur le plan économique et sécuritaire et à faire respecter la démocratie et le droit international.

Du côté russe, la propagande joue là aussi un rôle important. On insiste en particulier sur la présence (réelle) d'éléments néonazis dans les cercles du pouvoir pour qualifier le gouvernement ukrainien de fasciste. On met en évidence ou déforme les déclarations de certains dirigeants pour évoquer une volonté génocidaire ou de nettoyage ethnique visant directement la minorité russe d'Ukraine. Mais revenons à notre propre propagande locale, celle qui nous intéresse ici et dont l'efficacité empêche bien des gens ordinairement critiques de se rendre compte qu'ils en sont victimes. Examinons-là à travers les faits.

Avec l'effondrement du régime soviétique et l'éclatement de l'URSS, les dirigeants de la nouvelle Russie, avec Boris Eltsine en tête, espéraient que leurs nouveaux alliés «occidentaux» (je déteste ce qualificatif basé sur la seule géographie) n'en profiteraient pas pour renforcer leur système de défense au détriment de leur pays. Ils avaient été témoins, un peu plus tôt, de la vitesse à laquelle la République démocratique allemande (RDA), alliée de l'URSS, avait été absorbée par la République fédérale allemande (RFA). Pourtant, en février 1990, les dirigeants occidentaux avaient promis à l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev qu'il n'était pas question d'élargir l'OTAN vers l'Est si elle acceptait l'unification allemande. Cette promesse, formulée par le secrétaire d'État James Baker, avait été réitérée par le secrétaire à la Défense des États-Unis, Robert McNamara. Les Soviétiques avaient retiré leurs troupes des pays d'Europe centrale et orientale, persuadés que leurs homologues états-uniens tiendraient leurs promesses en toute bonne foi.

En 1999, la Pologne, la République tchèque et la Hongrie devenaient membres de l'OTAN. Elles ont été suivies en 2004 de trois anciennes républiques soviétiques (Lituanie, Lettonie et Estonie), de la Bulgarie, de la Roumanie, de l'ex-république yougoslave de Slovénie et de la Slovaquie. En 2009, la Croatie et l'Albanie rejoignaient l'alliance à leur tour (voir carte 1).

CARTE 1



Quand on observe froidement la carte ci-haut, de quel côté se trouve l'expansionnisme? Les Russes n'arrivent pas à comprendre l'expansion d'une alliance militaire qui accepte tous les pays européens, sauf le leur, en dépit de leurs demandes d'en faire partie dans les années 1990. Le Pacte de Varsovie n'existe plus. Les troupes russes ont été retirées des «pays frères». Et aujourd'hui, on voudrait priver la Russie d'une zone neutre à ses frontières. Comment réagiraient les États-Unis si le Canada ou le Mexique décidait d'adhérer à une alliance militaire dirigée contre eux? Il n'y a qu'à évoquer le souvenir de la Crise des fusées, en octobre 1962, quand Washington et le bien-aimé John F. Kennedy nous ont menés au seuil d'une guerre nucléaire... Bref, la Russie commence à se sentir prise dans un étau (voir carte 2).

CARTE 2



Dans un tel contexte, la montée du nationalisme en Russie et son exploitation par les dirigeants russes ne devrait surprendre personne. L'Ukraine a manifesté son intention d'adhérer à l'OTAN, tout comme l'a fait la Géorgie, sans succès, quelques années auparavant. La très stratégique base navale russe de la mer Noire étant située en Crimée, Moscou craignait par-dessus tout d'en perdre le contrôle. Dans un contexte où le gouvernement russe constatait l'instrumentalisation de l'Ukraine par l'Union européenne, par les États-Unis (surtout) et par l'OTAN, dans un contexte où le nouveau gouvernement ukrainien manifestait une forte hostilité envers la Russie, dans un contexte où la minorité russe d'Ukraine voyait sa langue perdre son statut officiel (Kiev a fini par désavouer cette loi), dans un contexte aussi où la très vaste majorité de la population de la Crimée manifestait depuis 1992 sa volonté d'indépendance puis de rattachement à la Russie, dont elle est séparée depuis 1954, quelle option restait-il pour les dirigeants russes? La vertu?

La propagande cherche constamment à faire passer les Russes, d'Ukraine ou de Russie, pour les agresseurs. Et parfois, on se met les pieds dans les plats comme l'a fait la très sérieuse Agence France Presse (AFP), qui rapportait dans une vidéo que la ville de Slaviansk était «pilonnée par les séparatistes». Le problème, c'est que la ville était déjà aux mains des «séparatistes» – les reportages précédents de l'AFP montraient que l'agence de presse n'ignorait pas ce fait – et qu'en conséquence, le pilonnage était l'œuvre de l'armée ukrainienne. L'AFP a dû reconnaître son erreur. Elle a cependant reformulé l'information d'une manière n'inculpant pas directement l'armée ukrainienne en écrivant que la ville était «touchée par des tirs de mortier», ce qui est beaucoup plus doux que la version précédente, et sans faire mention de l'identité de ceux qui effectuaient ces tirs[3].

La propagande prend bien soin aussi de ne pas trop insister sur les pertes du côté de la minorité russe, sinon pour en accuser la Russie et les séparatistes. Mais comme dans toute guerre civile, les victimes se trouvent des deux côtés. Le massacre d'Odessa, perpétré le 2 mai 2014, figure parmi les pires horreurs commises par des militants nationalistes ukrainiens. Les débats déchirent les deux camps pour savoir qui a commencé, qui a provoqué l'autre. Mais il reste que des manifestants de la minorité pro-russe s'étaient réfugiés dans un bâtiment où un incendie a été allumé (volontairement ou accidentellement, on ne s'entend pas non plus à ce sujet), et on a cherché à les empêcher d'en sortir en leur tirant dessus. Certains ont été abattus en essayant de fuir le bâtiment en flammes. Environ 50 personnes sont mortes, brûlées vives ou abattues[4]. Avez-vous entendu le gouvernement Harper dénoncer cela?

La propagande se plaît à mettre en exergue les mensonges et réinterprétations de l'histoire, du côté russe. Pour être juste, l'Ukraine devrait faire l'objet d'un traitement équivalent. On pourrait ainsi attirer l'attention sur une loi promulguée le 15 mai dernier, qui rend criminelle toute évocation positive du passé soviétique de

l'Ukraine. Par contre, on glorifie les nationalistes ayant combattu du côté des nazis, comme c'est le cas de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) et de sa branche militaire, l'Armée populaire de l'Ukraine (UPA). Cette décision, de même que l'assimilation du régime soviétique au nazisme, ont été fermement dénoncées par le Centre Simon-Wiesenthal[5]. Violamment antisémite, l'UPA, formée en octobre 1942 et notamment dirigée par Stepan Bandera, est responsable de pogroms contre des milliers de civils juifs, de l'exécution de résistants polonais, russes et ukrainiens. En 1943, elle a perpétré le massacre d'environ 80,000 civils polonais en Volhynie.

Il n'y a donc rien de surprenant à ce que les milices crypto-fascistes comptent parmi les combattants les plus acharnés contre les minorités russophones où, par ailleurs, le mouvement ouvrier est le plus actif et où l'attachement à certains symboles du régime soviétique, déclarés illégaux par la loi évoquée plus haut, demeure bien réel[6]. Si le gouvernement russe tombe dans la caricature au sujet du caractère néonazi du pouvoir ukrainien, l'existence et l'influence de cette mouvance d'extrême-droite n'en est pas pour autant une vue de l'esprit.

On reproche plus facilement à la Russie ses dérives autoritaires qu'on ne le fait pour l'Ukraine, notamment à cause de sa loi anti-gay qui, à raison, a choqué plusieurs de nos concitoyens et concitoyennes. Pourtant, la situation n'est guère plus reluisante en Ukraine, où la répression à l'égard des LGBT demeure vive[7]. Par sentiment antirusse, un projet de loi semblable à celui adopté par le parlement russe a fini par être relégué aux oubliettes. Ce geste ne résulte toutefois pas de convictions profondes mais d'un souci de se démarquer du voisin et de se donner une image «européenne»[8]. Le parti nationaliste d'extrême-droite «Secteur droit», heureusement minoritaire mais qui compte parmi les forces les plus violentes dans les manifestations ayant mené au renversement de Ianoukovitch, s'oppose de manière absolue à la reconnaissance des droits des LGBT, dont il craint l'«invasion»[9]! De façon générale, les minorités sexuelles russes n'ont rien à envier à celles de l'Ukraine.

La Russie fait souvent parler d'elle pour ses oligarques corrompus ou qu'on transforme en démocrates lorsqu'ils s'opposent à Poutine. Mais on oublie que du point de vue de la structure sociale et politique, le régime ukrainien apparaît tout aussi oligarchique que celui de la Russie. Son président se trouve à la tête de la cinquième fortune du pays. Et il a su placer ses relations d'affaires à des postes politiques importants. Ce qui est en jeu consiste non seulement dans le maintien de l'oligarchie, mais aussi dans son expansion. C'est pourquoi Porochenko adhère à ce néolibéralisme qu'aurait permis de renforcer l'accord avec l'Union européenne dont le rejet, par son prédécesseur Ianoukovitch, serait à l'origine des manifestations du Maïdan ayant mené à son renversement. La vente d'actifs importants parmi les 3300 entreprises appartenant encore à l'État figure au cœur de ce programme. Porochenko souhaite une privatisation plus transparente que celle des années 1990, qui lui a permis de devenir milliardaire en mettant la main presque gratuitement sur des actifs de l'État. Le 27 avril dernier, il déclarait sa ferme opposition à toute révision éventuelle du processus de privatisation des années 1990, même s'il reconnaissait que la société ukrainienne lançait des appels en ce sens[10]. Il dit compter sur des investisseurs occidentaux, pour la raison voulant que ces derniers joueraient un rôle positif dans la lutte contre la corruption. Cet argument, tout à fait risible, dissimule assez mal le fait que les créanciers de l'Ukraine, dont la dette a explosé, proviennent précisément des pays faisant pression pour la privatisation et qui seront les premiers servis. Natalia Iaresko, ministre des Finances impliquée dans ce processus, doit son poste aux pressions exercées par les États-Unis. Comme le dit le proverbe, on n'est jamais si bien servi que pas soi-même. De nationalité états-unienne, elle était auparavant responsable des questions économiques à l'ambassade des États-Unis à Kiev après avoir fait carrière dans le secteur privé. En dépit de la loi ukrainienne interdisant la double nationalité, l'État a fait exception pour elle et pour deux autres de ses nouveaux collègues – un Lituanien et un Géorgien – au conseil des ministres. Sa principale tâche consiste à entreprendre les réformes structurelles pour faciliter la privatisation et à négocier avec le Fonds monétaire international.

L'imposition de ces politiques néolibérales implique la normalisation du pays et donc la répression des salariés de l'industrie, concentrée – quel hasard! – dans les régions russophones de l'Est du pays. Trop occupés à pointer du doigt les méchants Russes, nos médias n'abordent jamais cette dimension fondamentale du conflit. On évite soigneusement de nous apprendre que les ouvriers de Lougansk et de Donetsk mettent de l'avant des slogans anticapitalistes, anti-oligarchiques et socialistes en réclamant la nationalisation des entreprises et, dans certains cas, en en prenant le contrôle. Il s'agit là d'un développement qui déplaît naturellement au gouvernement Porochenko, mais aussi à celui de Poutine, qui n'a aucun intérêt à voir se développer aux frontières de la Russie les germes d'une révolution sociale.

Tout cela incite Kiev à réduire les libertés politiques. La liberté de la presse recule. Au cours des derniers mois, plusieurs journalistes et blogueurs ont été arrêtés du fait de leur point de vue critique à l'égard du gouvernement. D'ailleurs, le 30 mai 2015, l'ex-président de la Géorgie, Mikheil Saakachvili, grand ami des États-Unis et chaud partisan de l'OTAN et du néolibéralisme, s'est vu offrir par le président Porochenko la nationalité ukrainienne et le poste de gouverneur de l'oblast d'Odessa. Saakachvili, congédié par l'électorat géorgien, avait utilisé les fonds publics à des fins personnelles et réprimé durement des manifestations.

L'impopularité du régime grandit, inexorablement. Élu avec 54,7% du vote le 25 mai 2014, Porochenko n'est approuvé, un an plus tard, que par 17% des personnes sondées, contre 51% qui le désapprouvent. C'est

encore pire pour son gouvernement, approuvé par 8% et désapprouvé par 68%[11]. Ce n'est pas pour rien que le président ukrainien reçoit régulièrement la visite des leaders du G-7, dont Stephen Harper, le 6 juin dernier. Le régime issu des manifestations du Maïdan s'affaiblit de jour en jour, incapable d'apporter des solutions autres que néolibérales aux problèmes graves vécus par la population. Comment peut-il en être autrement, compte tenu du rapport de force exercé par l'Union européenne, les États-Unis, le Canada, sur un pays dirigé par un milliardaire et ses alliés des milieux d'affaires? Malheureusement, la propagande va se poursuivre en dissimulant soigneusement les aspects sociaux de ce conflit au profit d'une vision essentiellement géopolitique dans laquelle on fait jouer le mauvais rôle à la Russie.

Michel Roche

mauvaiseherbe.ca

Michel Roche est professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi, Québec, Canada.

Notes

[1] http://fr.wikipedia.org/wiki/Affaire_des_couveuses_au_Kowe%C3%Aft. Pour la version originale télévisée (en anglais) : <https://www.youtube.com/watch?v=LmfVs3WaE9Y>

[2] Voir, entre autres, le reportage suivant : <https://www.youtube.com/watch?v=ZbnyAljh0aE>

[3] «Ville ukrainienne bombardée : erreur de l'AFP», arretsurimages.net, 13 juin 2014. <http://www.arretsurimages.net/breves/2014-06-13/Ville-ukrainienne-bombardee-erreur-de-l-AFP-id17565> Page consultée le 3 juin 2015.

[4] Un compte-rendu assez complet et nuancé des perceptions au sujet de cet événement est disponible sur Wikipédia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Incendie_criminel_%C3%A0_Odessa.

[5] «Simon Wiesenthal Center Slams Decisions by Ukrainian Parliament to Equate Nazism and Communism and to Recognize Local Nazi Collaborators as « Freedom Fighters »», 12 avril 2015. <http://www.wiesenthal.com/site/apps/nlnet/content.aspx?c=IsKWLbPJLnF&b=8776547&ct=14583393¬oc=1> Page consultée le 3 juin 2015.

[6] Le 3 juin 2015, la statue de Lénine, à Slaviansk, était déboulonnée par des militants nationalistes ukrainiens en dépit de la résistance d'une partie de la population locale. <http://www.lapresse.ca/international/dossiers/ukraine/201506/03/01-4874820-lenine-deboullonne-a-slaviansk.php> Page consultée le 3 juin 2015.

[7] AFP, «Ukraine: 25 interpellations lors d'une marche des LGBT», 6 juin 2015. <http://www.lapresse.ca/international/europe/201506/06/01-4875792-ukraine-25-interpellations-lors-dune-marche-des-lgbt.php>, page consultée le 6 juin 2015.

[8] Julien Massillon, «L'Ukraine enterre la loi sur la «propagande homosexuelle», mais pas par égard pour les LGBT», Yagg.com, 30 janvier 2015, <http://yagg.com/2015/01/30/lukraine-enterre-la-loi-sur-la-propagande-homosexuelle-mais-pas-par-egard-pour-les-lgbt/>, page consultée le 6 juin 2015.

[9] «Right Sector vs. Gays: Leader Pledges to Defend Ukraine From LGBT Invasion, Sputnik, 5 juin 2015. <http://sputniknews.com/europe/20150605/1022993364.html>, page consultée le 6 juin 2015.

[10] <http://en.interfax.com.ua/news/economic/263026.html> Page consultée le 3 juin 2015.

[11] Українці вручили Яценюку і Порошенку чорну метку, [Вести](http://vesti-ukr.com), 25 mai 2015.

<http://vesti-ukr.com/strana/101024-ukraincy-vruchili-jacenjuku-i-poroshenko-chernuju-metku>, page consultée le 3 juin 2015.

Copyright © 2015 Global Research